

## QUEL BUT ? QUELS MOYENS C'est reculer que d'être stationnaire ...

RAPPEL 1919 Extrait de la lettre d'invitation au premier congrès de l'Internationale Communiste qui va se tenir du 2 mars au 6 mars 1919 à Moscou.

« 1) *La période actuelle est celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial, et qui sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles.*

2) *La tâche du prolétariat consiste à présent à prendre le pouvoir d'état. La prise du pouvoir d'état signifie la destruction de l'appareil d'État de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien . »*

[...]

7) *La méthode fondamentale de la lutte ,est l'action de masse du prolétariat, y compris la lutte ouverte à main armée contre le pouvoir d'état du capital .*

JUIN 1919 3ème congrès de l'I.C. Introduction à la résolution : « l'I.C. Et l'internationale syndicale Rouge .

« *La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière, non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école , l'église , le parlement , les arts , la littérature , la presse quotidienne, sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat. ... »*

Cela fait 4 ans que la révolution russe a commencé; et rien ne bouge positivement en Europe et dans les pays capitalistes les plus performants.

Cela fait 3 ans que la boucherie de 14-18 est terminée, et les États bourgeois se reconstruisent avec l'aide active des sociaux-démocrates et des syndicats réformistes.

Peu de monde remet en cause l'analyse marxiste développée par l'I.C. Et le parti bolchevik de Lénine , Trotsky , Zinoviev , Staline .etc. ...

La théorie et l'analyse marxiste ne peuvent être en cause; la victoire de la révolution russe de 1917 en fait un principe.

Au 4ème congrès de l'I.C. (novembre 1922 ) la « résolution sur la tactique de l'I.C. » nous livre l'analyse des marxistes de l'époque :

« 1) *Confirmation des résolutions du 3ème congrès. »*

En clair : nous avons raison et nous ne changeons rien .

« 2) *La période de décadence du capitalisme .*

Le paragraphe se conclue par : « *Ce que le capitalisme traverse aujourd'hui , n'est autre que son agonie. L'écroulement du capitalisme est inévitable. »*

Suivent les point de 3 à 12 que nous ne développons pas , pour arriver au point 13

« 13) *Le mouvement des conseils de fabriques.*

... *La lutte contre l'offensive du capital et pour le contrôle de la production est sans espoir si les communistes ne disposent de points d'appui solides dans toutes les entreprises et si le prolétariat ne sait créer ses propres organes prolétariens de combat dans les entreprises ;(comités de fabriques, conseils ouvriers.) »*

Pas un mot sur la place et le rôle des syndicats dans cette tactique .

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1921 l'I.C. Compte plus de 60 sections de par le monde pour un effectif de 3 millions de membres, et possède 700 journaux quotidiens. A aucune autre période de l'histoire il n'y aura une telle concentration sur une orientation qui

ne cache pas son but: discours de Zinoviev président de l'I.C. :

*« Nous devons lever l'étendard de la guerre civile. L'internationale adoptera ce mot d'ordre et elle sera digne de son nom, ou elle végétera misérablement. Notre devoir est de nous préparer aux batailles qui viennent et de nous habituer, nous même et le mouvement ouvrier tout entier à cette idée; ou nous mourons ou nous vaincrons sous la bannière de la guerre civile . »* (page 7 du texte des 4 premiers congrès de l'I.C.)

Ils sont morts ,et ils n'ont pas vaincu , mais le mythe et la réalité fantasmée ont continué après leur mort .

Pourquoi rappeler ces textes et cette période historique ?

Pourquoi ne pas considérer que c'est du ressort de l'histoire, et que notre présent et notre futur n'ont qu'un lointain rapport avec tout cela ?

\*En premier lieu ,parce que le capitalisme est toujours là , et qu'il continue à faire des millions de morts .

\*Parce que le marxisme a réussi à s'imposer au dépend de toutes les autres analyses , comme la « seule » doctrine ayant vocation à lutter contre le capitalisme ; et ce en dépit du naufrage de la deuxième internationale et de l'échec de la révolution russe.

\*Parce que ces différents échecs , et les monstruosité dont a accouché l'échec de la révolution russe , ont servi de repoussoir pour des millions de personnes , laissant le champ libre au capitalisme pour la suite du massacre.

\* Et enfin , parce que nos luttes actuelles , dans la forme et dans le fond , sont toujours imprégnées de la mélasse idéologique hérité du marxisme , sous bien des aspects.

La possibilité d'ouvrir de nouvelles perspectives d'un changement de société et de vie , se heurte en permanence aux fantômes du passé . Même pour ceux qui disent ne pas avoir de passé ; et même dans les rangs des organisations libertaires et anarchistes ; les concepts du marxisme et ses catégories de pensée trainent dans les têtes et s'y reproduisent .

La bourgeoisie a intégré dans son idéologie productiviste, l'idéologie marxiste, elle aussi productiviste . Elle s'en sert comme d'un repoussoir , clamant haut et fort que le capitalisme est le mieux placé pour défendre le productivisme, puisque c'est à la racine même de son existence .

**ALORS , QUELLE LUTTE ? POUR QUEL OBJECTIF ?**

*« Un autre monde » était ,en effet « possible » : c'est le nôtre, dont il faudrait sérieusement se demander ce qu'il a de commun , sur quelque plan que ce soit , avec le monde plus ou moins humanisé qui l'a précédé et dont table rase faite, il se déclare l'héritier parce qu'il en a vitrifié la dépouille . »* (Page 23 Catastrophisme .

Administration du désastre et soumission durable . De René Riesel et Jaime Semprun . Ed.

Encyclopédie des nuisances.)

## QUELLE LUTTE? SOUS QUELLE FORME ?

Les luttes contre le capitalisme et la bourgeoisie , ont pris dès le 19<sup>ème</sup> siècle des formes différentes . Du sabotage de la production aux émeutes et aux combats de rue en passant par la destruction des machines et l'attaque du système bancaire, rien n'a été tabou .

F. Engels relate dans son ouvrage sur les classes laborieuses en Angleterre , des cas de grèves où les ouvriers sont équipés d'armes à feu pour lutter contre les « jaunes » qui brisent les grèves.

Les différents Congrès Ouvriers jusqu'en 1914 ,abordent la question de l'action directe contre les patrons et l'État , que cette action soit collective ou individuelle . La question de la grève ne devenant que progressivement sous l'influence des marxistes le moyen privilégié de la lutte .

La place de l'économie et de la lutte économique est prépondérante dans l'idéologie marxiste , de part la place et le rôle historique dévolus au prolétariat dans la production .

En parallèle à cette lutte économique où les syndicats sont investis ; la lutte politique est déplacée vers le terrain du parlementarisme et des élections, au détriment de toutes autres formes d'expression . Ce partage entre la lutte économique et la lutte politique, va nourrir toutes les nuances du réformisme ; du réformisme de droite au réformisme de l'extrême-gauche ; en passant par le réformisme individualiste libertaire .

La grève devient le symbole de la lutte contre le patronat et le capitalisme . Et cela à tel point que le principe de la grève générale est inscrit en 1906 dans la courte Charte d'Amiens comme fondement de la lutte syndicale.

Il est donc incontournable , avant d'aborder les autres formes de lutte, de questionner la grève , reconnue par la république bourgeoise , puisque le droit de grève est inscrit dans la constitution.

## LA GRÈVE

courte définition tirée d'un « Larousse Élémentaire » :

Grève : lieu uni sablonneux, le long de la mer ou d'une rivière.

: suspension du travail, décidé par des ouvriers, des employés, pour faire aboutir leurs revendications.

Nous laisserons de côté le lieu sablonneux ,pour nous intéresser à la suspension du travail par des ouvriers . Quand c'est le patron qui suspend le travail c'est un « look-out », du chômage technique, ou une fermeture d'usine .

La grève est donc liée à la production de biens matériels ou de services .

Cette définition exclut tous ceux qui ne sont pas liés à la production de biens ou de services. Les sans emplois , les jeunes qui ne sont pas dans la production, les vieux qui n'y sont plus , etc. ... Il ne peut donc pas y avoir de grève des lycéens et des étudiants . Si mouvement et revendications il y a , ils sont de nature politique et non syndicale

c'est par tradition réformiste que certaines catégories sociales se sont rattachées au mouvement ouvrier en France , ce qui n'est pas le cas dans de nombreux pays .

Tant que le système accordait des améliorations de salaires et de travail , de part la surexploitation des colonies , le réformisme a eut du « grain à moudre », pour le privé comme pour le secteur public.

Le réformisme à ses origines , considère que l'objectif du socialisme peut-être atteint par l'addition de réformes successives , sans violences et sans que le capitalisme ne cherche à conserver à tout prix , même au prix de la violence , ses privilèges . Les patrons et le capitalisme, beaux joueurs acceptant de tout perdre parce qu'ils sont minoritaires et bien éduqués . Le parlementarisme, la conquête du pouvoir par les élections bourgeoises , venant confirmer que la bourgeoisie renonce à ses privilèges, à la propriété privée , et à la transmission de ses fortunes par héritages . C'est une belle histoire pour endormir les pauvres, mais la réalité est toute autre .

La grève est effectivement la forme de lutte adaptée et compatible avec le réformisme, quand celui-ci a encore une place . La négociation en vue d'améliorer le quotidien a encore un espace de vie tant que le pillage des colonies et la surexploitation coloniale se font sans retenue . Les miettes de ce pillage vont être le grain à moudre des réformistes syndicaux et politiques .

Car qui dit grève , dit négociation . Et quand il n'y a plus rien à négocier, c'est l'affrontement , l'insurrection .

La revendication , objet de cette négociation , est généralement d'ordre **quantitatif** : plus de salaire, moins d'heures de travail , plus de congés payés (à ne pas confondre avec les vacances ) , moins de contraintes et de coups et plus de beurre et d'épinards .

Quand la revendication devient **qualitative , c'est qu'elle est d'ordre politique** ; et non corporative : Non à la réforme des retraites , que le gouvernement s'en aille ! .... la grève devient elle aussi politique et tend à créer un rapport de forces politique contre l'État . Ce type d'affrontement se solde toujours par un gagnant et un perdant . 1995 Juppé est contraint de lâcher ; 2003 Raffarin gagne et le mouvement social l'a dans l'os .

La grande majorité des grèves est de nature corporative . Certaines vont même jusqu'à opposer une catégorie de salariés à une autre , non concernée par l'objet de la revendication .

Il y a des secteurs d'activités plus sensibles que d'autres , pour les arrêts de travail . Tout ce qui concerne les transports, l'énergie , l'eau , les ordures ménagères , etc. ... Les conséquences pour le pouvoir et la population sont immédiates , ce qui n'est pas le cas pour les secteurs industriels comme les chantiers navals ou l'automobile , etc. ...

Dans ces secteurs sensibles , les syndicats ont obtenu , en échange de la paix sociale , de nombreux avantages que l'état et les grands groupes privés ont négociés .

Pour les journalistes aux ordres du MEDEF et pour le personnel politique , une grève dans ces secteurs sensibles est une prise d'otage . Et c'est effectivement une prise d'otage légitime , qu'il faut revendiquer comme telle . Les médias et le pouvoir politique nous parlent de « privilégiés » qui abusent de leurs positions pour défendre de petits privilèges ou des avantages acquis . A les entendre , nous pourrions presque croire qu'ils sont pour l'égalité entre tous les êtres humains ?

N'est ce pas étrange que la bourgeoisie et ses plumeurs critiquent la défense de privilèges et d'avantages acquis , eux qui au travers de l'héritage perpétuent et font fructifier les avantages dont ils ont hérités des générations antérieures ?

**Le principal avantage acquis restant de loin l'accumulation du capital à partir du vol du travail d'autrui et des ressources naturelles communes .**

Naitre dans une famille riche , avec tout ce qu'il faut dès le berceau , n'est ce pas un privilège pour lequel des têtes sont déjà tombées ? Ne pas avoir à travailler 8 heures par jour , parce que papa a fait fortune dans les colonies ou en pillant les deniers de l'État , n'est

ce pas là un privilège réservé à une petite minorité qui se perpétue au détriment de l'immense majorité ?

Nous sommes pour la suppression de tous les privilèges; en commençant par les plus importants . Alors , que le salarié d'EDF ne paye pas son courant au prix fort , que le travailleur de la SNCF puisse voyager gratuitement ... tout cela ne représente rien en comparaison des privilèges des riches . D'autant plus , que ces conditions particulières font partie du contrat d'embauche proposé par la direction .

Nous sommes par principe contre la défense des privilèges et des acquis qui génèrent le fond de commerce de toute bureaucratie . Mais il est risible de comparer les privilèges des maîtres des forges et des marchands d'armes et multi milliardaires avec ceux d'un agent de service de la SNCF ou de l'EDF .

Au début illégale et interdite, la grève est devenue depuis les années 1930 un moment de la négociation entre les syndicats et les patrons. Elle a pour but de faire pression et non de remettre en cause le système capitaliste . Acceptée par la bourgeoisie, elle a doucement évolué vers un temps du dialogue social entre partenaires du même nom .

Pour les marxistes d'hier et d'aujourd'hui , l'objet de cette lutte économique est de défendre au mieux « la force de travail » du prolétaire . Cette lutte économique a aussi pour but de « faire prendre conscience » à tous ces travailleurs inconscients , qu'ils sont exploités et qu'après le capitalisme viendra le socialisme .

La révolution russe de 1917 donne de la grève en période révolutionnaire une approche intéressante . Avant 1917 les bolcheviks comptent les journées de grèves et le nombre de travailleurs concernés. Ils en déduisent une montée du mécontentement contre le tsar . Après 1917 , les mêmes bolcheviks ne disent plus rien sur les grèves et sur le nombre de travailleurs en lutte . La grève est devenue contre-révolutionnaire. C'est l'œuvre de saboteurs ou de terroristes , même si ces grèves concernent des milliers d'ouvriers . Ces grèves sont réprimées aussi sévèrement que sous le capitalisme.

C'est un fait que la grève peut-être utilisée par la réaction contre un gouvernement choisi par le peuple, comme ce fut le cas au Chili sous le gouvernement Allende , lors de la grève des camionneurs . La grève n'est pas le monopole de la classe ouvrière . Des couches sociales comme les cadres, les petits patrons routiers, les paysans , les marins pêcheurs, etc. ; peuvent se servir de la grève pour obtenir de négocier avec l'État .

C'est sous l'influence du courant marxiste que la grève et les syndicats vont obtenir la place privilégiée que l'on connaît ; étouffant toutes les autres formes de lutte pratiquées au 19<sup>ème</sup> siècle . En 1906 , sous l'influence des socialistes de l'époque , au « congrès corporatiste d'Amiens » va être adopté la « Charte d'Amiens » qui confirme cette évolution:

*« ... Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicative quotidienne , le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers; l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail , l'augmentation des salaires, etc. ... Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il*

*considère que le syndicat ,aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. ... »*

Cette charte du XV ème congrès corporatif – IX ème de la CGT réuni du 8 au 16 octobre 1906 à Amiens ; est voté par : 8 anarchistes , 15 inclassables ,et 21 socialistes .

Le moyen d'action : la grève , est clairement préconisé, aucun autre moyen n'est évoqué.

## LA GRÈVE GÉNÉRALE

Cette forme de grève va devenir pour des années , un objectif , un but pour certains , alors qu'elle n'est qu'un moyen lié à des circonstances particulières , pour un objectif qui ne peut être que politique .

Avant 1914 , la deuxième internationale regroupe tous les marxistes de la planète, y compris le parti bolchevik qui est la majorité du POSDR (Parti Ouvrier Social Démocrate Russe ). A côté de la sociale démocratie , le courant anarchiste qui se réclame de la première internationale ( A I T ) perd en influence . Entre les deux , un courant non structuré dans lequel les syndicalistes révolutionnaires tiennent une place importante . Tous sont pour la suppression du capitalisme , et les représentants de ces trois courants ont tous voté la Charte d'Amiens , préconisant la grève générale . Cette situation n'est pas particulière à la France

Le premier test pour l'Europe et pour les marxistes de l'époque se présente en 1912. L'arrivée de la guerre , que l'on sent proche, entre la France et l'Allemagne , place la question de la grève générale sur la place publique , au centre des débats . Comment empêcher la boucherie d'arriver ? Tous les partis sociaux démocrates (2ème Internationale) sont d'accord pour proclamer que s'il y a une guerre , ils déclencheront immédiatement une grève générale en Europe , paralysant les gouvernements et les économies des pays belligérants .

Ils sont tous d'accord sur ce principe , mais la réalité est toute différente . La guerre se prépare dans chaque camp avec l'aide active de ces partis sociaux démocrates qui siègent dans les parlements quand ce n'est pas dans les ministères .

Au moment de l'entrée en guerre, lors de la mobilisation générale , les partis politiques et les syndicats appellent à l'union sacrée derrière leur gouvernement , derrière leur bourgeoisie nationale . En Août 1914 , il n'est plus question de grève générale . La boucherie peut commencer . Quelques voix (une dizaine) vont s'élever dans chaque camp pour très vite être étouffées par le bruit du canon . Tous les syndicats sans exception, travaillent à l'effort de guerre . L'échec de la sociale démocratie marxiste est total . La participation aux élections parlementaires et la séparation de l'économique du politique , ont eu raison de la résistance populaire, le chauvinisme triomphe reléguant l'internationalisme à un souvenir pour beuveries de temps de paix . Même au sein du parti bolchevik , les préoccupations des dirigeants sont centrées sur la Russie . Depuis 1905 les efforts de la direction bolchevik sont dirigés vers le territoire national , et non vers l'international L'absence d'un regroupement international sur leurs positions va laisser la 2ème internationale capituler sans réactions. Ce constat d'une politique centrée sur le territoire national , va avoir des conséquences dans la révolution russe de 1917 et dans l'après 14-18.

De grève dans cette période d'immédiat après guerre , il ne va pas beaucoup en être question . Les mouvements de solidarité avec la révolution russe , mais déjà plus soviétique parce que les soviets sont désarmés et vidés de leur contenu , sont de nature insurrectionnelle . Partout il s'agit de copier la mécanique apparente qui a conduit le parti bolchevik à la prise du pouvoir d'état.

Malgré cela , l'histoire de la grève générale , mythe et réalité , va continuer à faire fantasmer . Pour la France , il y a des dates qui symbolisent la lutte des classes : 1936 ; 1945-47 ; 1968 ; 1995 ; 2003 .... Ce sont les dates des combats sociaux d'ampleur nationale, dont un seul fut une grève générale . Tous ces mouvements pouvaient déboucher sur un conflit avec l'état posant la question du pouvoir . Les conquêtes dont ils accouchèrent pour importantes qu'elles soient, ne sont que le sous produit de la peur de tout perdre de la bourgeoisie. Celle-ci n'a jamais rien lâché sans y être contrainte , et sans garder l'espoir de reprendre dès que possible ce qu'elle a dû concéder . Tant qu'elle garde le pouvoir , elle conserve l'essentiel .

1936 et 1945-47 se situent dans le contexte où l'empire colonial français existe encore . La surexploitation des peuples colonisés et le pillage de leurs ressources naturelles , permettent une marge de manœuvre pour la bourgeoisie . Les partis de gauche et les syndicats se gardent bien de réclamer un semblant d'égalité entre les travailleurs nationaux et leurs frères les travailleurs coloniaux et leurs familles.

Sept ans après le crack de 1929 , en pleine période de montée du fascisme en Europe et dans le monde, s'ouvrent en France et en Espagne une vague de luttes . La bourgeoisie est encore sous le choc de la révolution russe . Le fascisme est accueilli comme un rempart efficace contre les ROUGES . Les grèves de juin 1936 en France pouvaient poser la question du pouvoir; une jonction avec l'Espagne en armes contre le franquisme ,était possible . C'était sans compter sur le gouvernement de Front Populaire soutenu par les staliniens du PCF ,et par les syndicats . Celui-ci va gérer la crise en lâchant du lest et en empêchant la jonction avec l'Espagne . La bourgeoisie française al sa revanche sur le populo dès 1940 avec l'arrivée de Pétain dans les valises des nazis .

La collaboration avec l'occupant nazi, et les mesures prises par l'état français pendant cette période ne sont plus à démontrer . A la fin de la guerre, une grande partie du patronat , de la bourgeoisie et l'État français sont discrédités par cinq années de guerre . L'angoisse de la bourgeoisie qui suit De Gaulle devant cette situation , ce concentre sur la question du pouvoir : reconstruire l'appareil et l'administration de l'état et contenir les initiatives de la population en partie armée . Cette population a commencé à remettre en marche la production ,en espérant bien que le quotidien ne soit plus comme avant . Il va falloir tout le poids du PCF stalinien pour restaurer le pouvoir de la bourgeoisie française; en brandissant la menace de l'occupation américaine , avec le slogan bien connu : Un seul état ,une seule police, un seul drapeau . ... Dans ce contexte le CNR (Conseil National de la Résistance) où siègent toutes les composantes des partis politiques , va jouer le rôle de contre feu . Son programme contient des avancées sociales, mais il ne remet pas en cause l'ordre capitaliste. La propriété privée et l'héritage, le pouvoir de la bourgeoisie ,restent la règle .

Là encore , les avancées sociales ne sont que le sous produit d'un mouvement de fond qui peut régler son compte au système du profit . Il faut rendre les usines occupées aux patrons, même à ceux qui ont les mains tachées de sang par leur collaboration avec le régime de Vichy. Pour ceux qui sont trop mouillés avec l'occupant nazi, leurs sociétés vont être

nationalisées, au profit de l'état qui jusqu'à nouvel ordre reste capitaliste .

La lecture du journal l' Humanité de cette époque porte témoignage de l'acharnement des ténors staliniens: il faut « produire d'abord, revendiquer en suite », « la grève est l'arme des trusts » ,etc. ... La bataille pour remettre en selle la bourgeoisie et l'état français , passe par la participation des communistes-staliniens au gouvernement ; c'est aussi le maintien de l'ordre colonialiste . C'est un ministre communiste : Charles Tillon qui va donner l'ordre de bombarder la révolte d'Algérie en utilisant des bombes au napalm sur la ville de Setif le 8 mai 1945 ...

Dès 1947 la situation du PCF devient intenable; il démissionne du gouvernement lors des grèves de Renault , pour ne pas perdre le contrôle de la classe ouvrière . La paix sociale est à ce prix; et en deux ans la bourgeoisie a eu le temps de se refaire la cerise . Le PCF est plus utile dans l'opposition pour faire régner l'ordre stalinien , qu'au gouvernement . Nous ne sommes que 30 ans après la révolution russe . Celle-ci est toujours pour tous les marxistes une grande victoire, malgré ses millions de morts de faim et ses procès de Moscou à répétition .

## 1968

La seule grève générale que va connaître la France jusqu'à ce jour a lieu en mai et juin 1968.

Une grève générale ne se décrète pas , celle-ci moins qu'une autre .

Les appareils syndicaux ont déclenché des arrêts de travail de 24 ou 48 heures , sans pour autant qu'il s'agisse d'une grève générale .

Une grève générale est par nature politique , puisqu'elle bloque le pays et doit trouver une issue politique par la victoire d'une classe et la défaite des autres .

Les années 1960 sont marquées par des mouvements sociaux dans de nombreux pays : Pays bas ; Allemagne ; Italie ; Angleterre ; Belgique ; etc. .. Tout cela sur fond de guerre coloniale et de guerre du Viet-nam . L'empire stalinien est secoué lui aussi de mouvements de luttes : 1953 RDA ; 1956 Pologne et Hongrie ; 1968 Tchécoslovaquie .

En France De Gaulle règne en maître depuis 1958 . La réquisition des mineurs en 1963 est un échec , la France est secouée périodiquement par des mouvements dont le seul lien apparent est la violence contre l'ordre en place. De Quimper à Mulhouse en passant par Caen et le midi viticole ; un mécontentement trouve sa voie dans l'affrontement avec les forces de police . Le secteur ouvrier est toujours sous le contrôle des staliniens : le PCF fait plus de 20% aux élections , et il empêche tout débordement sur sa gauche dans les bastions qu'il contrôle , à coups de barre de fer si nécessaire . L'ordre règne .

La rentrée universitaire de 1967 est marquée par des manifestations unitaires étudiantes. Les manifestations contre la guerre du Viet-nam , bien que interdites et illégales, mobilisent de nombreux participants qui s'affrontent à la police . Il n'y a pas encore de criminalisation de ces luttes . Les arrestations ne durent que quelques heures et n'ont pas de suite devant les tribunaux .

Mai 1968 est un mouvement politique contre le pouvoir en place . Ce n'est que dans sa phase terminale de trahison , qu'il va devenir un mouvement revendicatif , avec les « accords de Grenelle » . Le point de départ est politique . Il se situe le 3 mai (un vendredi) quand la police rentre dans la cour de la Sorbonne pour arrêter les militants d'extrême

gauche . Ceux-ci sont regroupés là dans l'attente d'un affrontement avec l'extrême droite. C'est une première depuis l'occupation nazie , que la police rentre dans la Sorbonne et y matraque avant de les embarquer les étudiants présent . La population locale qui assiste à ces arrestations musclées, réagit sans qu'il y ait la moindre organisation qui donne une consigne . Les premiers heurts sont violents et vont jusqu'à toucher les gens qui sortent du métro . La Sorbonne est occupée par les flics !

Du lundi 6 mai au jeudi 9 mai , les affrontements avec la police demeurent l'essentiel . L'objectif : libérer la Sorbonne , et libérer les camarades embastillés .

Des jeunes de banlieue rejoignent les organisations étudiantes pour en découdre avec les forces de police . La population locale héberge des manifestants poursuivis par la police dans les cages d'escaliers et sur les toits des immeubles . Des barricades de fortune sont dressées et des rues sont dépavées à l'aide des grilles d'arbres. Des arbres sont coupés , des voitures brûlent ; un nuage de gaz toxique recouvre le quartier . La police fait usage de grenades défensives pour se dégager ... Elle recule devant les charges ... Le 10 mai au matin , c'est un vendredi , c'est la stupeur devant l'ampleur des affrontements et des violences .

C'est par peur d'être débordées par ce mouvement que les directions syndicales et politiques (le secrétaire général de la CGT est membre du Comité Central du PCF) appellent à UNE JOURNÉE DE GRÈVE pour le LUNDI 13 MAI ; tout en condamnant les violences et le désordre provoqués par les « gauchistes ».

Le mouvement ouvrier organisé rejoint avec une semaine sanglante de décalage , le mouvement contre l'État policier .

Déjà , hors de tout contrôle et de tous mots d'ordres syndicaux, de nombreux ouvriers ont rejoint les combats de rue . La presse stalinienne appelle au retour au calme depuis une semaine , en condamnant les agités « petits bourgeois » qui sèment le désordre au lieu d'étudier .

Le 13 mai doit être l'occasion de reprendre en main la situation . Les appareils syndicaux CGT en tête ont mobilisé leurs gros bras ; non contre les gardes mobiles et les CRS , mais contre les gauchistes . Ils ont bien l'intention d'isoler ces derniers en fin de manifestation comme ils en ont l'habitude . Une foule immense (près d'un million de personnes à Paris) est descendue dans les rues; et manque de chance pour les bureaucrates staliniens , leur service d'ordre ne peut contenir les cortèges étudiants qui passent en force dans le milieu de la manifestation . La Sorbonne est toujours occupée par les CRS . Les mots d'ordres repris par la foule sont politiques : « De Gaulle dix ans ça suffit », « De Gaulle démission » « ce n'est qu'un début le combat continue » et « CRS - SS » (contrairement aux conneries racontées depuis 1968 , ce n'est pas la brutalité particulière des CRS qui crée ce mot d'ordre , mais le fait que c'est la SS qui a occupé la Sorbonne juste avant les CRS . La politique n'aime pas les raccourcis journalistiques ! )

Le 13 mai au soir ,le quartier latin est toujours bouclé, et la Sorbonne toujours occupée par les CRS . Malgré les efforts des staliniens du PCF et de la CGT , il n'y a pas isolement du mouvement étudiant ; et les banlieues débordent les consignes de reprise du travail fortement demandées par les bureaucrates pour le 14 mai . Ce qui va devenir la grève générale , commence le 13 mai au soir dans les équipes de nuit , sans autres revendications que celles formulées sur le plan politique .

Ce qui frappe dans ce type de situation , c'est que de partout monte la même aspiration, sans qu'il y ait besoin de chefs d'orchestres , de grands manipulateurs, ou d' un complot

bolchevik . Il est impossible , même maintenant , de savoir de quel endroit précis le coup est parti . Il est parti de mille endroits en même temps , de la région parisienne comme de la province Nous n'en connaissons que la partie visible , celle qui a été revendiquée , comme le blocage de sud aviation près de Nantes .

Malgré les pressions des bureaucrates , la grève s'étend dans la nuit du 13 au 14 mai . Elle échappe à toute logique syndicale ; la grève est politique .

A partir du 14 mai , voyant qu'ils ne peuvent empêcher la grève de se généraliser, les staliniens décident d'accompagner le mouvement pour en prendre la tête et mieux l'étrangler, mieux le diviser ,le dévoyer ; le tuer .

La technique et la tactique sont simples et efficaces. Le journal l'Humanité organe du PCF donne le ton jour après jour : il faut

- \*Transformer cette grève politique qui pose la question du pouvoir et du capitalisme , en grève revendicative compatible avec le pouvoir de la bourgeoisie .
- \*Isoler les travailleurs usine par usine . Plus de manifestation centrale; pas de perspectives nationales .
- \* Occuper les travailleurs dans chaque usine sur des revendications tellement spécifiques ,que même l'usine d'à côté n'a pas ça !
- \* Empêcher la jonction entre les ouvriers et les étudiants ; et si possible , monter les ouvriers contre ces petits bourgeois d'étudiants qui ne branlent rien
- \* Faire peur par tous les moyens ; c'est le cahot , l'aventure , De Gaulle fait appel à l'armée ...
- \*Travailler en sous main à une sortie de crise . Les bureaucrates n'ont pas de solution politique. L'Europe est en crise et il faut que tout soit terminé en France avant que les chars russes envahissent la Tchécoslovaquie .

Les bureaucrates staliniens et réformistes travaillent à cette sortie de crise par les négociations avec l'état gaulliste et le CNPF (MEDEF de l'époque). Ces négociations vont aboutir au « Grenelle » de la trahison ; que les directions syndicales vont tenter de présenter comme une grande victoire. Elles y arriveront non sans mal.

La grève déborde le simple cadre des usines et des travailleurs. Elle touche toutes les couches de la société, des artistes aux paysans, des joueurs de foot-ball professionnels aux chercheurs, la liste est longue de tout ce qui est en lutte dans le pays. C'est en cela que c'est une grève générale et politique qui ne peut se réduire à des augmentations des salaires ,et à quelques avantages syndicaux .

Des comités de toutes sortes naissent partout des discussions hors contrôle . Comité de grève, comité de lutte , comité d'action , comité de quartier, comité de base ,etc. ... Loin de se tourner vers les organisations ouvrières traditionnelles qui encadrent la classe ouvrière par temps calme ; c'est dans des structures nouvelles et souples que se regroupent les éléments actifs de cette grève générale . Une fois de plus les théories marxistes selon lesquelles en période de lutte le mouvement repasse par les vieilles structures , est contredit par la réalité.

Il y a plus de jeunes et de travailleurs qui déchirent leurs cartes d'adhésion ,qu'il n'y a de nouvelles recrues. C'est de cette période que date le lent (trop lent) déclin du PCF .

La question de l'impact du courant trotskiste sur ce mouvement reste à étudier . Celui-ci

est divisé en trois grandes tendances au début du mois de mai , comme il l'est à la fin juillet .Le fonctionnement en secte ,s'il a permis de « beaux coups » , ne peut offrir de réponses concrètes aux questions qui sont posées à tous . L'incapacité de trouver dans un tel moment des objectifs communs pour cette lutte contre le capitalisme , scelle pour longtemps le devenir de ce courant marxiste.

Les staliniens vont réussir à isoler et à démobiliser secteur par secteur les gros bastions ouvriers . La politique de la revendication quantitative , va progressivement repousser vers les marges la revendication politique qualitative d'une autre société .

Le Grenelle revendicatif sur les salaires , et des concessions marginales , vont sauver la mise du gouvernement UDR . La grève générale sabotée de l'intérieur par les bureaucrates va accoucher aux élections qui suivent , d'une chambre bleu- CRS où l'on ne retrouve pas trace des 10 millions de grévistes .

L'état gaulliste a eu peur de tout perdre . Il a réactivé ses polices parallèles et militantes comme le SAC . Il a peur de perdre le contrôle de sa propre police si la situation dégénère. Dès le début des événements il donne des ordres aux militaires pour que soient dissociées les armes de leurs munitions dans toutes les casernes . Le pouvoir a peur des appelés en uniforme ; les armureries militaires sont sous la garde d'engagés volontaires .

Mr Gérard Monate responsable du syndicat de la police en tenue qui syndique plus de 70% des policiers de terrain , est assigné à résidence à son propre domicile par le pouvoir. A une question qui lui sera posée des années après 1968 , Mr Monate répondra : *« Des morts ? Bien sûr qu'il y en a eu . Dans les rangs des policiers , comme dans ceux des manifestants . Mais l'annonce du premier mort aurait mis le feu aux poudres ; les armes seraient sorties des deux côtés , c'était la guerre civile . Pour le pouvoir , il ne pouvait pas y avoir de morts . Que les historiens et les journalistes cherchent dans un rayon de 150 km autour de Paris ce qui ne pouvait être trouvé à Paris . Comment peut-on imaginer que quelqu'un tombe d'un toit d'un bâtiment de cinq étages sans se tuer ? Comment mes collègues dans la nuit du 7 mai ont-ils pu sortir d'une voiture en flammes au milieu des manifestants , sans que personne ne les voit ? ... »*

Des histoires sur cette période ont été écrites . Chacun cherchant à se donner le beau rôle , quitte à vider la grève de son contenu politique .

Au moment où elle se déroulait, la question à traiter n'était déjà plus la grève générale , mais celle du pouvoir et du capitalisme . La grève générale n'est pas un but , elle n'est qu'un moyen , un temps de la lutte où se pose la question de fond : dans quelle société voulons nous vivre ? C'était résumé dans la phrase : perdre sa vie à la gagner .

Des marxistes se sont étonnés que la Commune de Paris (1871) comme le mouvement de mai 68 , aient perdu du temps à s'occuper d'utopies ou à vivre pleinement le quotidien , plutôt que de se consacrer comme eux au socialisme . C'est ne pas comprendre que des événements d'une telle ampleur, rentrent difficilement dans les cases de leur théorie .

## **FORCES ET FAIBLESSES DE LA GRÈVE AU 21<sup>ème</sup> SIÈCLE**

Le droit de faire la grève (le droit de grève) a été durement acquis par les travailleurs, au prix du sang , avant d'être reconnu dans la constitution de la république bourgeoise .

Comme le droit à la libre association et celui d'éditer des journaux , le droit de grève a été gagné sur la bourgeoisie au prix de morts face à la police et à l'armée .

Comme tous les acquis sociaux , il peut être remis en cause en fonction du rapport de force entre les classes .

La lutte pour le droit de grève est liée à une période précise de la vie du capitalisme : celle où les productions industrielles et agricoles étaient très majoritairement réalisées dans des cadres nationaux ; protégé par des barrières douanières ; en présence d'un empire colonial ; le tout accompagné d'un chauvinisme guerrier .

Aujourd'hui les productions industrielles et agricoles sont éclatées de par le monde . La rapidité des transports , et l'existence de trusts multi-nationaux , financiers et commerciaux, change la donne. Certains de ces trusts sont plus puissants que les états nationaux et disposent de polices privées et d'armées de mercenaires . Souvent domiciliés dans des paradis fiscaux , ils n'ont plus d'attaches patriotiques avec un territoire national ; seul l'argent reste leur valeur commune .

Que peut apporter une grève de nos jours lorsqu'une usine ferme , se délocalise , ou réduit ses effectifs dans un pays donné ? Dans la totalité des cas , les patrons ou leurs représentants, ont déjà prévu une solution de repli avant d'annoncer leur décision .Chacun peut mettre un nom sur l'usine qu'il connaît qui est dans ce cas . Le scénario est reproductible et durable . Lorsque l'activité est réduite ou le site fermé; l'arrêt de la production par la grève ne bloque rien . Aucune victoire n'est enregistrée dans ce type de situation .

La seule chose qu'il semble encore possible , c'est d'essayer de vendre sa peau le plus chèrement possible . Mais une indemnité de départ négociée ou arrachée devant les tribunaux n'est qu'une toute petite compensation . La bataille dans ce type de situation ne peut être que politique . Elle doit sortir de l'usine pour s'exprimer .

Il ne faut pas se tromper de combat , ce ne sont pas les peuples et les travailleurs des pays à bas coût de main d'œuvre qui sont les responsables de ces délocalisations . Le plombier polonais ou l'ouvrière du textile indien ne sont pas les concurrents du salarié français . C'est le système capitaliste qui porte seul la responsabilité des choix faits par les patrons .

L'époque où une usine pouvait fonctionner et produire sans grande interaction avec le reste du tissu industriel est finie . Le fractionnement de la production et l'externalisation de certaines fonctions ne permettent plus d'envisager l'autogestion par le personnel de la production sans qu'il y ait un contexte général qui touche des milliers d'usines .

LIP dans les années 70 reste un cas unique de cette autogestion . Cela a été possible à cette échelle , parce que la nature de la production : des montres ; le permettait. La nature du produit fabriqué : des montres pour le grand public, a été décisif dans le cas de LIP . Si à la place de montres il s'était agit de roulement à billes ou de fer à béton ; ce type d'expérience n'aurait pas été possible . A la même époque , la grève du « joint français » a connu une tout autre issue. La situation des salariés dans la majorité des usines de plus de 50 personnes , ne permet pas l'autogestion . Les banques détiennent les clés du coffre , et l'organisation patronale les clés des fournisseurs et des clients .

Est ce à dire que nous ne pouvons rien faire ? Qu'il faut se résigner après un dernier tour de piste pour l'honneur ?

Seule la détermination politique des salariés peut contraindre par une lutte dans et hors de l'usine , le patronat et l'état à reculer . La clé reste dans le pouvoir de nuisance de cette lutte. Ce pouvoir de nuisance peut se manifester par le blocage de points névralgiques pour le fonctionnement de la société : Routes , Gares et réseau ferré , Centres commerciaux , Raffineries , Centres d'affaires , Stations de radio et de TV , etc. ...

Il ne s'agit pas de demander à l'état et au MEDEF quoique ce soit , il s'agit de créer un rapport de force tel qu'ils n'aient pas le choix . Nous sommes loin de la « demande » d'interdire les licenciements . Comme si l'état était neutre et au dessus de la mêlée , en situation d'arbitre impartial et plein de bonne volonté . En dehors de la construction d'un rapport de force , nous connaissons déjà la fin de toutes ces luttes avortées : la défaite .

Pour les activités de services , qui ne peuvent pas être délocalisées, la grève reste une des armes possibles. Ces secteurs sont nombreux : Les transports, l'énergie, l'eau, la santé, etc. ..

La grève dans ces activités est un fusil à deux coups . Le premier concerne l'entreprise , le deuxième la population qui bénéficie de ces services. Ce que les médias et les politiques appellent « une prise d'otage » , doit être une réelle prise d'otage assumée comme telle par les grévistes; si non il ne faut pas faire grève . Nous ne faisons jamais grève pour le plaisir, mais pour obtenir un résultat . Le rapport de force est la seule chose que comprend le MEDEF et le gouvernement . Dans ce cadre l'élément décisif reste la détermination ; ce n'est pas une discussion de salon entre partenaires .

C'est pour cette raison qu'il ne peut y avoir de grèves défensives ou d'avertissement . La pratique des grèves enterrements, des grèves perdues d'avance ; mise au point par les centrales syndicales porte souvent le même nom : « journées d'inactions ». C'est à la grandeur des résultats obtenus par ces grèves encadrées par les syndicats , qu'il est possible d'apprécier si cette forme de lutte reste la mieux adaptée à notre époque .

Tous les reculs sociaux , tous les plans du MEDEF et de l'état , concernant les retraites , la sécurité sociale, le chômage , la précarité , les salaires , etc. ... contre lesquels des grèves défensives ont été lancées par les syndicats , parlent d'elles mêmes .

## ET À PART LA GRÈVE ?

Commençons par ce qui est souvent associé à la grève : la manifestation syndicale . Comme la grève, le droit de manifester est reconnu par la démocratie bourgeoise . C'est un acquis . Ce droit est à géométrie variable en fonction des circonstances et des organisateurs .

Les manifestations autorisées , avec négociation du parcours auprès de la préfecture pour ne pas gêner les « usagers »; sont de très loin les plus nombreuses. Elles n'ont jamais permis d'obtenir quoi que ce soit . Au mieux ce sont des démonstrations de force stériles ; le plus souvent ce sont des démonstrations d'impuissance ; au pire des enterrements de première classe .

Les manifestations de 2003 , 2005 , et 2006 , ont fait la démonstration qu'il était possible de déborder le cadre stérile de ce type de procession; et de s'affranchir des consignes des syndicats . Faut-il le vouloir, et s'organiser en conséquence .

Changement de parcours, changement de style , c'est ainsi que nous avons vu des cortèges en colère aller mettre le feu aux permanences du MEDEF , et bousculer certaines permanences politiques de l'UMP ou du PS .

Comme beaucoup de manifestations de paysans , de viticulteurs ou de pêcheurs ; ces

mouvements violents débordent le cadre négocié du consensus démocratique . Rappelons nous ces agriculteurs en colère venus saccager le bureau de la ministre de l'écologie D. Voynet . Ils n'ont jamais été inquiétés ni arrêtés pour ce qu'ils ont fait , malgré les caméras qui les ont filmés en action ...

Pour les manifestations de salariés , de lycéens , ou d'étudiants ce n'est pas la même musique.

Ces manifestations placent les bureaucrates syndicaux devant un choix délicat : soit ils couvrent les incidents , soit ce qui est la tendance lourde , ils les condamnent et se placent du côté des forces de police et de l'ordre capitaliste .

En 1995 , un cri rythmait les manifestations : « Tous ensemble, tous ensemble , Ouais , ouais! »

En 2003 , une question revenait : « Si c'est tous ensemble pour ne rien faire , cela sert à quoi? »

Certaines manifestations débouchaient sur des blocages de ponts, de voies ferrées , des péages routiers , des dépôts de carburant ,etc. ... Les bureaucrates syndicaux ont une fois de plus sabordé le mouvement après avoir essayé de l'épuiser .Il était vital pour eux de le faire avant que ce mouvement ne finisse par s'autonomiser et se coordonne nationalement .

Si certains militants trotskistes (LCR , LO , OCI-PT) ont participé individuellement à ces actions , leurs directions respectives se sont bien gardées d'avancer une perspective centrale pour ces luttes . Elles ont oublié qu'elles occupent des positions au sein des syndicats, ou plutôt , elles se sont rappelés qu'elles collaborent par les positions qu'elles occupent à l'ordre en place .

Qu'on ne se trompe pas sur les responsabilités des uns et des autres . Aucune de ces 3 organisations individuellement n'était en situation de mettre en œuvre une bataille victorieuse . Toutes séparément ou collectivement , étaient en responsabilité d'ouvrir une perspective . Si elles n'étaient pas comptables de la victoire ou de la défaite, elles sont comptables de n'avoir rien proposé pour que cette colère trouve sa voie .

La crise des partis et des organisations qui se revendiquent du marxisme , a ouvert des espaces de réflexions et d'actions .

Quelques soient les critiques que l'on doit formuler sur le mouvement « alter mondialiste », (ATTAC , Bové , le forum social mondial ,etc. ...) , il faut reconnaître qu'ils ont participé à l'émancipation du tout vertical et des prétendus idéologies sans failles des marxiens .

Pour revenir sur le cas d'ATTAC ; c'est le vide politique laissé par la chute du stalinisme qui a permis que l'initiative d'intellectuels (Monde Diplomatique) se transforme en un mouvement au départ de nature horizontale. En lançant l'appel à l'adhésion individuelle des personnes intéressés par leur initiative , la direction du Monde Diplomatique n'envisageait pas de se retrouver avec des comités locaux partout en France, fort chacun de centaines d'adhérents . Les premières assises d'ATTAC sont à ce titre un modèle de coordination pour la lutte .

Très vite , les membres fondateurs , les syndicats et les journaux fondateurs , se sont retrouvés en contradiction avec les adhérents des comités locaux. Comment des syndicats comme la FSU et Solidaire (tous deux membres fondateurs) pouvaient accepter le grand écart entre une adhésion de façade sur le plan national , et une indifférence négative sur le plan local ? « Penser global , agir local » , le mot d'ordre était joli mais en contradiction avec

la réalité . Comment un député UDF pouvait être membre d'ATTAC au parlement ,et un député de droite réactionnaire dans son département ? Comment des villes et des régions pouvaient se déclarer membre d'ATTAC – Villes , sans mettre leurs moyens au service de ce mouvement populaire ? Ce grand écart entre les notables et les besogneux de terrain ne pouvait que grandir. La base adhérente est trop remuante pour ceux qui négocient leur respectabilité et des subventions dans les salons du gouvernement .

Ce qu'a démontré cette expérience , c'est qu'il existe une disponibilité humaine pour se battre contre le système .

Dès que l'activité d'ATTAC s'est limitée à un semblant d'éducation populaire, les adhérents ont tournés les talons; et ceux qui se sont accroché l'on fait en consommateurs d'exposés et d'études qui ne débouchent sur rien de précis .

Le vide politique qui a conduit à la création des comités locaux d'ATTAC , concerne aussi la gauche extrême ,incapable d'offrir un cadre politique à des milliers de personnes . Certains ont tenté de se servir du cadre d'ATTAC pour promouvoir leur petite boutique ....

Les combats contre les OGM , les réquisitions alimentaires , les luttes des « Sans droit » (sans papiers, sans toits , sans domicile fixe , sans voix, ...) , ont trouvé d'autres cadres pour s'exprimer . La réponse de l'état bourgeois a été l'embalement et la judiciarisation par de multiples poursuites devant les tribunaux. Enfermé dans un schéma policier , la justice et l'état cherchent des meneurs . Ils ne peuvent condamner 500 faucheurs volontaires sans que l'affaire devienne explosive, aussi frappent ils toujours les mêmes pour faire des exemples. C'est là encore que la direction nationale d'ATTAC capitule à assumer ces combats , en refusant de monter en première ligne ,et même en seconde . Ils sont aux abonnés absents, à par la confédération paysanne , tous les autres syndicats membres fondateurs d'ATTAC ,sont d'une discrétion d'ectoplasme . Là s'arrête la comparaison avec les luttes du début du 20ème siècle , où les syndicalistes et les « révolutionnaires » fréquentaient plus les prisons de la république que les antichambres des palais gouvernementaux .

Il est important de rappeler ,pour ceux qui ont vendu la mémoire collective pour une carte d'électeur , qu'au 19ème et début du 20ème siècle (jusqu'en 1917) , les prisons n'étaient pas réservées aux anarchistes . Les syndicalistes de l'époque et les tenants du socialisme se retrouvaient souvent embastillés . Les bolchevik n'hésitaient pas à attaquer les banques pour financer leurs activités, et Lénine lui-même préconisa la formation de groupe armé pour faire le coup de feu avec la police pendant les manifestations (c'était avant la révolution) . Les restes de cette cohérence vont se retrouver jusqu'à la mort de Lénine , avec au 3ème congrès de l'IC l'adresse pour le militant (non membre d'un PC) Max Hoelz . Malgré les divergences réelles et non cachées , la solidarité de la lutte contre la bourgeoisie reste plus forte que les dissensions; c'était en 1921 .

La question du sabotage et de l'action directe a toujours été posée dans la lutte contre le capitalisme. Quelque soit la réponse apporté par les différents courants du mouvement ouvrier et social , tous les congrès ouvriers d'avant 1914 abordent ces questions.

La victoire des bolchevik en Russie et la rapide évolution vers le stalinisme vont changer la donne pendant plus de 60 ans . Depuis 1917 , il existe un **modèle** , et celui-ci ne peut être critiqué . Ce modèle peut être falsifié de l'intérieur et évoluer en fonction des intérêts de la bureaucratie , mais en aucun cas il ne peut être remis en cause . Dieu existe , les églises nous le disent ; le socialisme existe ,les staliniens et les marxienns opposants nous l'affirment.

Une chape de plomb dicte sa loi sur tout ce qui ne se prosterne pas devant la défense inconditionnelle de l'URSS . Le mouvement trotskiste participe à sa place dans ce concert de défense des acquis .

A l'implosion de l'URSS , tous les marxistes vont être orphelins d'un modèle ou d'un adversaire privilégié .

La colère populaire trouve à nouveau à s'exprimer dans des actions de résistance et de sabotage comme à EDF et à la SNCF . Des actes de piraterie comme à la SNCM lors du détournement d'un bateau , font la une des journaux . Dans l'Est de la France des ouvriers menacent de déverser des tonnes d'acide dans une rivière si la police intervient ... C'est le retour des séquestrations de tôleurs lors de grève ....

La gauche et les syndicats s'opposent à de tels actes et les condamnent .

L'extrême gauche donne des leçons à ceux qui selon elle se battent mal . Et pourtant rien n'y fait , cela continue.

## **QU'EST CE QUI EST EN JEU DANS CES ACTES DE SABOTAGE ET DE RESISTANCE ?**

Ce type de lutte sort des pratiques syndicales et politiques démocratiques, imposées par les auxiliaires de la bourgeoisie au sein de la population et des travailleurs .

Ces partis et ces syndicats ont depuis longtemps confirmés leur complicité avec le pouvoir du capital , quand ils n'ont pas été eux même ce pouvoir . (gauche plurielle)

Pour eux le capitalisme et le marché ne sont pas négociables , il faut faire avec . Leurs places et les avantages qu'ils en tirent , ne sont justifiés pour la bourgeoisie que si ces auxiliaires jouent leur rôle de chien de garde des pauvres .

Plus le pouvoir tente de tout contrôler et de tout judiciariser, plus il ferme un à un les espaces d'expression des tensions sociales, et plus les explosions en retour sont fortes. Les émeutes de 2005 ne sont qu'une secousse annonciatrice des affrontements à venir .

L'espace public ouvert, où s'exprimait la volonté d'une vie meilleure et les espoirs d'une lente amélioration générale et fantasmé , laisse la place à un espace policier où règne les caméras de surveillance, l'obsession de la transparence et de la traçabilité, le tout sécuritaire qui fait peur .

La bourgeoisie remet en question l'efficacité du contrôle des masses par ses auxiliaires de gauche , politiques et syndicaux ; cela à un coût , et n'est pas toujours efficace à 100% .

Le tout sécuritaire technologique pourrait remplacer le vieux partage des tâches démocratiques . Tous ne sont pas d'accord au sein du directoire aux ordres du MEDEF. Des articles de journaux viennent rappeler qu'il vaut mieux un grand parti anticapitaliste inscrit dans la légalité républicaine, qu'un vide dangereux peuplé de centaines de mouvements incontrôlables (propos de Mme A. Marie ministre de l'intérieur).

La tolérance Zéro est un affichage qui révèle ses limites, et l'impuissance de la classe au pouvoir à gérer le vivre ensemble propre à toute vie en société.

De la même manière que la peine de mort n'a jamais dissuadée qui que ce soit de passer à l'acte , la tolérance Zéro est faite pour marquer les esprits et non pour régler les problèmes concernés.

Même les régimes fascistes, militaires et policiers , même la bureaucratie stalinienne et ses milliers d'auxiliaires n'ont jamais réussi à obtenir une normalisation totale des populations . L'absence d'espaces de liberté, les discours sécuritaires sur la tolérance Zéro pour les petits gens ne font qu'accentuer le fossé entre ceux qui disposent de fortunes et qui peuvent tout

acheter y compris la tolérance , et ceux qui n'ont rien .

Le basculement de tout ce qui était d'ordre privé il y a 50 ans ,dans le domaine des transactions financières, ne fait que contribuer à ce sentiment général de révolte .

Devant cette évolution commune à la droite comme à la gauche, la résistance est obligée de s'adapter à ce nouvel environnement. Certaines technologie comme les portables ou l'automobile ,peuvent devenir des moyens de lutte jusqu'alors inconnus :

300 manifestants appelants le standard d'un commissariat en même temps peuvent bloquer celui-ci ...

Une vingtaine d'automobilistes roulant de concert au ralenti sur le périphérique parisien ,peuvent bloquer durablement et équitablement Paris et sa région .

La société est malade de sa technologie . Elle peut être perturbée, affolée , dérégulée, bloquée , par tout ce qui est sensé lui permettre de mieux fonctionner .

Aucun système informatique n'est réellement inviolable . Plus l'argent circule sous forme virtuelle, plus il devient une proie vulnérable .

La difficulté pour le système policier c'est qu'il n'y a pas forcément de chef d'orchestre . Il était facile en juin 1968 de dissoudre des organisations d'extrême gauche fonctionnant verticalement . Comment dissoudre quelque chose qui n'est pas soudé et qui fonctionne horizontalement ?

Manifester devient un délit ; porter un masque en carton est passible des tribunaux ; témoigner d'une bavure policière devient un acte condamnable pour entrave aux basses besogne des policiers ....